

Benedict Ole Nangoro
Lilian Looloitai

Politiques de développement

La loi de gestion de l'environnement, votée au Parlement en novembre 2004 et promulguée par le Président en 2005, a fourni un cadre de travail outrepassant les autres textes législatifs qui concernent l'environnement et la gestion des ressources naturelles. En certains endroits, son application gêne l'utilisation des ressources, particulièrement les ressources fluviales, qui sont essentielles pour la survie des pasteurs et de leurs troupeaux pendant la saison sèche.

Au cours de l'année 2007, la mise en œuvre de la *"Stratégie en vue d'une action urgente pour atténuer la dégradation de la terre et le captage des eaux"* (mars 2006) a eu des conséquences négatives importantes pour les autochtones de Tanzanie. Appliquée en 2006 et en 2007 elle visait à expulser les pasteurs nomades des plaines de Ihefu et d' Usangu, au sud-ouest de la Tanzanie où ils auraient prétendument épuisé les ressources en eau. Cette stratégie implique, entre autres : *" l'évacuation (volontaire ou forcée) de tous ceux qui ont envahi les plaines et les bassins fluviaux en général"*. Bien que différentes activités économiques s'exercent dans les plaines d'Usangu, seuls les pasteurs nomades ont été expulsés - une action qui a eu pour conséquence de renforcer le fort préjugé anti-nomades au sein des cercles politiques et des milieux de la protection de la nature.

Les rizières irriguées, dont il a été prouvé, qu'en amont de la grande rivière Ruaha, ce sont elles qui demandent le plus d'eau, ont été laissées intactes, démontrant ainsi une application sélective du programme

La révision de la politique concernant la vie sauvage (mars 2007) , transfère le pouvoir sur ces ressources d'un niveau local à un niveau ministériel. Des pouvoirs excessifs sont donnés au Ministre et

au Directeur de la division de la faune et de la flore. La politique incorpore la Convention Ramsar mais son application sur le terrain accentue trop, l'approche protectionniste et provoque des conflits avec les communautés locales. Les autochtones vivant dans les zones adjacentes aux sites Ramsar, comme le Lac Natron, pensent que la conception que la division de la faune et de la flore se fait de ces sites menace leurs ressources.

Situation des peuples autochtones en Tanzanie en 2007

En 2007, la situation générale des autochtones de Tanzanie n'a cessé de se détériorer. L'accès aux ressources naturelles, aux services sociaux et la jouissance de droits politiques et civiques continuent d'être gênés par diverses actions politiques et légales. Les *Hadzabe*, *Barabaig*, *Maasai* et *Akiye (Ndorobo)* ont perdu des terres.

Les chasseurs- cueilleurs

Les *Hadzabe*

En 2006, 6500 km² des principales terres des *Hadzabe*, dans la grande vallée Yaeda, du district de Mbulu, ont été données à la Compagnie Eshkesh Safari, compagnie de chasse sportive appartenant aux Emirats Arabes Unis.

Les négociations et la question de l'attribution de droits de chasse aux compagnies étrangères n'ont pas impliqué les *Hadzabe* qui, par conséquent, n'ont pas donné leur consentement libre, préalable et informé. Les accords ont été négociés entre la compagnie étrangère et le division de la faune et de la flore du Ministère des ressources naturelles et du tourisme. La compagnie a promis qu'en échange des terres qui lui étaient données, elle fournirait une assistance économique et des services sociaux de base aux communautés locales de la région. Mais ses activités ont empêché les *Hadzabe* d'accéder à leurs ressources traditionnelles de chasse et ont déclenché une grave pénurie de nourriture, qui a failli se transformer en famine.

Le 20 mai 2007, la police tanzanienne a arrêté Richard Baalow, porte-parole et militant *hadzabe*, qui avait tenté d'aider la communauté à dialoguer avec le gouvernement. Les organisations tanzaniennes des droits de l'homme ont vu là de l'intimidation pour assurer que la signature d'un contrat avec la compagnie de safari des Emirats Arabes Unis ne sera pas empêchée.

Les *Hadzabe* ne contestaient pas nécessairement l'accord avec la compagnie des Emirats Arabes Unis, mais ils craignaient qu'il n'entraînât pour eux des risques de déplacement et de désintégration culturelle. A la suite d'un intense lobbying et de négociations auxquelles les *Hadzabe* ont participé avec le Conseil de District, la *Eshkesh Safari Company* a décidé de se retirer de l'accord et d'abandonner les droits acquis en 2006, pour que les terres puissent être rendues aux *Hadzabe*. C'est une remarquable victoire pour les *Hadzabe*.

Les Nations Unies ont lancé deux décennies internationales pour les droits des peuples autochtones afin d'aider les gouvernements à prendre conscience des défis que ces peuples doivent affronter et de l'importance de protéger leurs droits, leurs langues, leurs identités et leurs systèmes de connaissances. Les *Hadzabe* sont l'exemple classique d'un peuple autochtone vulnérable qui a besoin, pour survivre, d'une attention politique particulière .

Les Akie

Les *Akie*, du district de Kieto, région du Manyara, souffrent toujours de l'accaparement de leurs terres, par des communautés voisines de pasteurs nomades et d'agriculteurs . Les communautés du village de Kimana se plaignent de la dégradation accélérée de l'environnement, de la perte de leur habitat et de la diminution des fleurs, essentielles à la production de miel. La collecte du miel par les *Akie*, son traitement et son conditionnement , appelés ISEKEMI, ont baissé de 50% en 2007, par rapport à 2006. Selon la communauté, la politique de santé publique a été affectée par la diminution des plantes médicinales.

Les pasteurs nomades

En 2007, les pasteurs nomades de Tanzanie ont vécu des conflits divers à propos des ressources locales qui ont provoqué des déplacements majeurs et des expulsions.

Les expulsions de pasteurs nomades dans les plaines d' Usangu, au sud-ouest de la Tanzanie, ont débuté en 2006 et se sont poursuivies en 2007. Ces expulsions de masse illustrent les problèmes auxquels sont confrontés les pasteurs nomades, en raison de la façon dont les autorités appliquent la politique de protection de l'environnement .

L' émigration des pasteurs nomades des plaines d'Usangu a commencé dans les années 1950.

Des plans d'irrigation à grande échelle ont été développés dans les districts de Mbarili et de Kapunga, avant et après l'indépendance et que soit encouragée l'immigration des riziculteurs.

En 1979, le barrage Mtera a été bâti en aval de la grande rivière Ruaha, pour produire de l'énergie hydraulique.

La compétition pour les ressources en eau à Usangu est devenue une question d'intérêt national, à la suite des réductions de production d'énergie au début des années 1990, en 2006 et au début 2007.

Le tarissement de la grande rivière Ruaha se déversant dans le barrage Mtera a été attribuée – injustement - par le gouvernement aux pasteurs nomades et aux agriculteurs.

En mars 2006, le gouvernement de Tanzanie a décidé l'expulsion des communautés pastorales et agro-pastorales résidant dans le district de Mbarali, du bassin Usangu/Ihefu, dans les zones montagneuses du sud de la Tanzanie. Ces communautés comprennent les agro pasteurs *Sumuka* et les pasteurs nomades *Ilparakuiyo*, *Taturu* et *Barabaig* (ces deux derniers groupes appartenant au groupe *Datoga*). Le gouvernement a employé une force excessive pour les expulser, sans même dire aux pasteurs nomades, où ils devraient entreposer leur cheptel. En 2006 et 2007 un grand nombre de pasteurs et d'agro-pasteurs d'Usangu ont été expulsés vers d'autres régions de Tanzanie .

Ces expulsions ont toujours été effectuées avec violence, sans aucun respect des droits de l'homme et des droits territoriaux des pasteurs nomades. Elles sont le plus souvent basées sur des stéréotypes négatifs caractérisant les nomades comme destructeurs de l'environnement, sources de maladies animales, ennemis de la faune et de la flore et ayant une économie non-viable. De tels stéréotypes persistent, même s'ils sont en contradiction majeure avec les études scientifiques. Ce qui s'est passé à Ugansu était donc largement prévisible.

En mars 2007, l'Institut de recherche sur les droits territoriaux et les ressources, associé à d'autres organisations de la société civile, a créé un Forum appelé PINGOS, (Forum des organisations non gouvernementales des pasteurs autochtones) basé à Arusha, un Centre des droits légaux et humains, basé à Dar Es Salaam, et HIMWA, une organisation à base communautaire.

Une enquête a été réalisée dans le district Lindi, dont la plupart des pasteurs nomades furent expulsés.

Parmi les enquêteurs il y avait des journalistes de la radio, de la télévision, et des journaux locaux.

L'objectif principal de la mission était d'enquêter sur les processus d'expulsion des pasteurs nomades d'Usangu et Ihefu, afin d'établir leurs effets sur les droits fondamentaux que garantissent la Constitution nationale et les autres documents officiels. Le rapport montre :

- une déshumanisation et une oppression, infligées aux pasteurs nomades durant tout le processus d'expulsion, qui ont menacé leurs futurs moyens d'existence , de Mbarali-Mbeya jusqu'à la région de Lindi, . Certains furent brutalement battus, des familles ont été séparées, forcées de vendre leur bétail à des prix extrêmement bas, le plus souvent fixé par les autorités du district, de nombreux animaux sont morts pendant l'expulsion.
- les fonctionnaires, aux niveaux central et local ont, dans la plupart des cas, agi à l'encontre des procédures gouvernementales, quant à l'organisation de l'expulsion , causant ainsi la mort du bétail et des pertes financières.

La mauvaise planification de l'expulsion et le manque d'infrastructures nécessaires pour une évacuation en douceur des hommes et des animaux, ont entraîné pour beaucoup de familles des frais supplémentaires pour le transport des bêtes.

On a noté l'abus de pouvoir des autorités prélevant, parfois illégalement, des taxes sur les pasteurs nomades, sur le chemin de Lindi. Au passage du pont Benjamin Mkapa, les nomades se sont vus obligés de se séparer de leur bétail en raison des lourdes taxes supplémentaires - jusqu'à 300 000 Tshs. environ 300 dollars US – infligées pour chaque véhicule transportant les bêtes

Des accusations de corruption ont été portées contre les fonctionnaires dans les districts de Mbarali, Lindi et Kilwa. Des chefs de villages, en particulier dans le district de Kilwa, auraient demandé de l'argent aux nomades pour leur attribuer un pâturage relativement bon et des aires d'installation.

Le rapport a été présenté au Comité parlementaire pour les ressources naturelles et l'environnement, le 15 avril 2007. En mai 2007, une commission spéciale nommée par le gouvernement a été mise en place pour effectuer des recherches sur le processus d'expulsion, et un rapport a été présenté au Président le 6 juin 2007. Ce rapport n'a pas encore été rendu public.

Les Barabaig

Les *Barabaig* luttent tant qu'ils peuvent pour sauver leur culture, mais ils ont des difficultés à conserver leurs terres. Les problèmes majeurs auquel ils sont confrontés sont le manque de terres de culture et de pâture, et l'accès insuffisant à l'école. Dans la région du Manayara, des projets sont en cours pour développer une soufrière sur leurs pâturages; ils essaient actuellement de gagner un procès, pour empêcher le gouvernement de vendre leurs terres à la compagnie minière.

En 2007, les *Barabaig* ont récupéré une partie de leurs terres saisies en 1986 par le NAFCO, *National Agriculture and Food Corporation* qui leur avait pris 100.000 hectares. Cependant, sur les sept grandes propriétés attribuées à la NAFCO, seules deux fermes ont été rendues aux *Barabaig* du district de Hanang. Les cinq restantes ont été vendues à des acheteurs privés, incluant l'Eglise Luthérienne, et le reste, donné aux communautés agricoles et aux employés civils.

Les Maasai

La zone protégée Ngorongoro, au cœur du territoire *Maasai* est l'un des sites de protection traditionnel le plus important au monde. Les communautés *Maasai* vivant dans le Ngorongoro, continuent d'affronter de nombreux problèmes, par exemple, l'accès à l'eau et aux pâtures pendant la saison sèche et la saison des pluies. Leurs troupeaux ont diminué et ils ont été obligés de se convertir à des activités agricoles pour compléter leur nourriture. Cependant, les gestionnaires de Ngorongoro, considèrent que l'agriculture est incompatible avec la protection de la zone. Les *Maasai* de Ngorongoro continuent de vivre dans des conditions de grande insécurité et sous la menace d'expulsion.

Au cours de l'année 2007, les *Maasai* de Loliondo ont fait face à des conflits territoriaux de plus en plus importants, en raison de l'immigration de Kenyans, dus à la découverte de nouveaux gisements de gemmes au Loliondo.

Les *Maasai* de la réserve Mkomazi, au Nord-Est de la Tanzanie, ont aussi connu des conflits territoriaux au cours de l'année, avec les fonctionnaires de la réserve et les communautés non pastorales. Depuis leur expulsion en 1988, ils ont toujours souffert du manque d'accès aux pâturages de la réserve de gibier .

Benedict Ome Nangoro, est un Maasai de Kiteto, Tanzanie, il travaille dans l'ONG CORDS (Community Research and Development Services)

Limian Looloitai, est un Maasai de Monduli, Tanzanie, il est Gestionnaire de Projet chez CORDS.

Source : The Indigenous World 2008, traduction GITPA, Laure Bottinelli, révision Simone Dreyfus- Gamelon.